

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de restructuration des anciens parloirs et
agrandissement de la porte d'entrée principale (PEP)
au centre de détention d'Oermingen**

**Relance lot 13 - Chauffage - Ventilation - Sanitaire
Suite à lot infructueux**

**Ministère de la justice
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTAIRES DU
GRAND EST
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES
19 RUE EUGENE DELACROIX - BP 16
67035 STRASBOURG CEDEX 2**

Procédure de passation :

La procédure utilisée est une procédure adaptée ouverte, en application des articles L2123-1 1° et R2123-1 du Code de la commande publique.

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 23 février 2024 à 12h00

**La visite des lieux est obligatoire selon les dispositions prévues à l'article 6.2
en page 7 du présent règlement.**

Date et heure de visite :

Mercredi 14 février 2024 à 10h00

IMPORTANT : En application de l'article R2132-2 du Code de la commande publique, les candidatures et les offres doivent être transmises uniquement par voie électronique.

SOMMAIRE

Prologue - Clause de sûreté	3
1 - <u>Objet et étendue de la consultation</u>	3
1.1 - <u>Objet</u>	3
1.3 - <u>Type et forme de contrat</u>	3
1.4 - <u>Décomposition de la consultation</u>	3
1.5 - <u>Nomenclature</u>	3
1.6 - <u>Réalisation de prestations similaires</u>	4
2 - <u>Conditions de la consultation</u>	4
2.1 - <u>Délai de validité des offres</u>	4
2.2 - <u>Forme juridique du groupement</u>	4
2.3 - <u>Présentation des variantes</u>	4
2.4 - <u>Développement durable</u>	4
3 - <u>Les intervenants</u>	4
3.1 - <u>Maîtrise d'œuvre</u>	4
3.2 - <u>Contrôle technique</u>	5
3.3 - <u>Sécurité et protection de la santé des travailleurs</u>	5
4 - <u>Conditions relatives au contrat</u>	5
4.1 - <u>Durée du contrat ou délai d'exécution</u>	5
4.2 - <u>Modalités essentielles de financement et de paiement</u>	5
4.3 - <u>Confidentialité et mesures de sécurité</u>	5
5 - <u>Contenu du dossier de consultation</u>	5
6 - <u>Présentation des candidatures et des offres</u>	6
6.1 - <u>Documents à produire</u>	6
6.2 - <u>Visites sur site</u>	7
7 - <u>Conditions d'envoi ou de remise des plis</u>	8
7.1 - <u>Transmission électronique</u>	8
7.2 - <u>Transmission sous support papier</u>	9
8 - <u>Examen des candidatures et des offres</u>	9
8.1 - <u>Sélection des candidatures</u>	9
8.2 - <u>Attribution des marchés</u>	10
8.3 - <u>Suite à donner à la consultation</u>	11
9 - <u>Renseignements complémentaires</u>	11
9.1 - <u>Adresses supplémentaires et points de contact</u>	11
9.2 - <u>Procédures de recours</u>	11

Prologue - Clause de sûreté

Les documents transmis par la Maîtrise d'ouvrage dans le cadre de cette mise en concurrence (pièces, plans...) ne pourront en aucun cas être transmis, publiés ou photocopiés par les candidats et le Titulaire. Ils doivent être immédiatement détruits par les candidats non retenus suite à la notification de la décision du Représentant du Pouvoir Adjudicateur de ne pas les retenir. De même, ils devront être immédiatement détruits par le titulaire du marché au terme des garanties qui lui incombent. À titre de rappel, l'article 434-35 du code pénal dispose : « Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu, ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements. La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus.

NOTA : L'ensemble des clauses générales relatives à la sûreté pénitentiaire sont annexées au dossier de consultation. Rassemblées dans le « Cahier des clauses de sécurité », elles sont contractuelles. Le Cahier des clauses de sécurité ne s'oppose pas à ce que des clauses plus précises et, ou plus spécifiques soient mentionnées dans les autres pièces du marché.

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Travaux de restructuration des anciens parloirs et agrandissement de la porte d'entrée principale (PEP) au centre de détention d'Oermingen

Lieu(x) d'exécution :

Centre de détention d'Oermingen

Rue de Kalhausen

67970 OERMINGEN

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 1 lot unique :

Lot(s)	Désignation
13	Chauffage - Ventilation - Sanitaire

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45210000	Travaux de construction de bâtiments

Lot(s)	Code principal	Description
13	45331000	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Présentation des variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils présenteront également, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, un dossier général « variantes » pour le(s) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Exigences minimales détaillées
13	Prestation qualitativement supérieure ou équivalente.

comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ARCHETYPE SAS

32a, rue des Fileurs

67240 BISCHWILLER

Tél : 03 88 53 98 98 - 06 89 46 79 64 - Courriel : agence@archetype-sas.fr

N° SIRET : 950 622 803 00027

3.2 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

ALPES CONTROLES

1 Rue Jean Antoine Chaptal

57070 METZ

Tél. : 0372395347

Courriel : metz@alpes-controles.fr

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

QUALICONSLT Sécurité

19 rue des Cigognes

67960 ENTZHEIM

Tél. : 03 88 78 45 81

Fax. : 03 88 78 56 28

Courriel : strasbourg.qcs@qualiconsult.fr

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : le financement est assuré par l'État

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

00 - Sommaire général

01 - RC - Règlement de la Consultation

02 - AE - Acte d'Engagement

02a - DC4 - Déclaration de sous-traitance

03 - CCAP - Cahier des Clauses Administratives Particulières

03a - CCAP Annexe - Engagement de Confidentialité

04 - CCTP - Lot n°13 - CVS

05 - DPGF - Lot n°13 - CVS

06 - CCS - Cahier des Clauses de Sécurité

07 - Attestation de visite

08 - Système de câblage CCTVDI_Edition2023

09 - Arrêté Incendie 18 07 2006

RC - Règlement de la Consultation - CD Oermingen - PEP

Consultation n° : 23-OERMINGEN-PEP-TVX

Nota : les documents inscrits en rouge ne seront transmis qu'après retour de l'engagement de confidentialité.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

L'engagement de confidentialité dûment signé doit être transmis aux adresses suivantes :

- Sandra.Ostermann@justice.fr
- Christine.Goeppert@justice.fr

Avec en copie : julien.fritsch@justice.fr

Le dossier de consultation est disponible sans restriction sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

- Renseignements concernant la capacité économique et financière :

Libellés	Signature
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Non

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise:

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Le cahier des clauses de sécurité applicables en milieu pénitentiaire (CCS)	Oui
Un certificat de visite des locaux (nom et téléphone des personnes à contacter)	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
La présentation de l'équipe dédiée au projet	Non
Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED), détaillant la méthodologie employée par le candidat pour l'organisation, le tri et le suivi des déchets	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les candidats devront justifier une connaissance suffisante du site, ainsi une visite est organisée dans les conditions suivantes :

- Visite programmée **le 14/02/2024 à 10h00**
- Le soumissionnaire est limité à 2 personnes pour cette visite

- Rendez-vous à prendre, auprès du chargé d'opérations immobilières, Julien FRITSCH : julien.fritsch@justice.fr et frederic.lelievre@justice.fr
- Une pièce d'identité des personnes doit être transmise **pour le 08/02/2024** au plus tard à : julien.fritsch@justice.fr et frederic.lelievre@justice.fr

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, **soit le vendredi 23 février 2024 à 12h00.**

Lors du dépôt, le candidat doit impérativement renseigner sur le profil d'acheteur une adresse mail valide pendant toute la durée de la consultation.

Celle-ci permettra au pouvoir adjudicateur la transmission de toute information, les demandes complémentaires de toute nature (régularisation le cas échéant, teneur de l'offre, ...), notification de documents, décision, ...

Il appartient au candidat d'effectuer tout paramétrage de sa messagerie (spams, indésirables, ...) et fera preuve de toute diligence dans la consultation des échanges produits sur le profil acheteur.

Il ne pourra émettre aucune réclamation sur ce point s'il venait à ne pas prendre connaissance d'un quelconque échange.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> .

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur.** Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Et portera les mentions suivantes :

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DU GRAND EST
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES
19 RUE EUGENE DELACROIX - BP 16
67035 STRASBOURG CEDEX 2**

Copie de sauvegarde pour : Travaux de restructuration des anciens parloirs et agrandissement de la porte d'entrée principale (PEP) au centre de détention d'Oermingen

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat (*) :

« NE PAS OUVRIR »

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles et les limites seront :

- Ne pas utiliser de format de type .EXE ou de vidéo
- Ne pas utiliser d'outils comme les macros
- Traiter avec un anti-virus à la charge du candidat l'ensemble des fichiers transmis

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier permettant de façon certaine une correspondance électronique et une veille régulière de la procédure.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison cas de non indication de ladite adresse électronique, ou d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations. L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les candidats dont la candidature n'a pas été retenue seront informés par courrier électronique avec accusé réception du rejet de celle-ci.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	50,0 %
2- Valeur technique	30,0 %
2.1- Moyens humains, organisation du travail sur le site et mémoire technique, noté de 0 à 5 points (coef 3) ;	15,0%
2.2- Moyens techniques, noté de 0 à 5 points (coef 3) ;	15,0%
3- Performances en matière de protection de l'environnement	20,0 %
3.1- Descriptif des mesures prises en faveur de la réduction des déchets	10,0%
3.2- Descriptif des mesures prises en faveur de la réduction des emballages	10,0%

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

1 - Le critère de prix des prestations des offres conformes sera évalué de la façon suivante:

- $50 - ((\text{Prix candidat} - \text{Prix mini}) / \text{Prix maxi}) \times 50$.

2 - Le critère "valeur technique" sera évalué de la façon suivante :

- Moyens humains, organisation du travail sur le site, noté de 0 à 5 points (coef 3) ;
- Moyens techniques, noté de 0 à 5 points (coef 3).

Les notes correspondent aux évaluations suivantes :

0= offre non conforme ; 1= insuffisant ; 2= moyen ; 3= correct ; 4= bien ; 5= très bien

3 - Le critère « performances en matière de protection de l'environnement » sera évalué de la façon suivante :

- Descriptif des mesures prises en faveur de la réduction des déchets, noté de 0 à 5 points (coef 2)
- Descriptif des mesures prises en faveur de la réduction des emballages, noté de 0 à 5 points (coef 2)

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Les négociations peuvent porter sur tous les points du marché et se dérouleront par tous moyens. Le ou les candidats concernés en seront informés par courrier ou courriel, qui indiquera la date et l'heure de la négociation, et les modalités qui seront les mêmes pour tous les candidats invités à la négociation. La négociation pourra se limiter à un échange de lettres ou de mail.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

Renseignement(s) administratif(s) :

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DU GRAND EST
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES**

19, Rue Eugène Delacroix - BP 16
67035 STRASBOURG CEDEX 2

Auprès de : Madame Sandra OSTERMANN

Téléphone : 03 88 56 52 12

Courriel : Sandra.Ostermann@justice.fr

Renseignement(s) technique(s) :

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DU GRAND EST
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES**

19, Rue Eugène Delacroix - BP 16
67035 STRASBOURG CEDEX 2

Auprès de : Julien FRITSCH

Téléphone : 06.29.30.68.90

Courriel : julien.fritsch@justice.fr

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix - BP 51038
67070 STRASBOURG
Tél : 03 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L. : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

Accueil téléphonique uniquement les matins de 09h00 à 12h00.

Greffe du tribunal -

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Greffe des référés -

Courriel : referes.ta-strasbourg@juradm.fr

Greffe des expertises -

Courriel : expertisesta67@juradm.fr

En cas de saisine du Tribunal administratif de Strasbourg par courriel (uniquement pour les contentieux des référés ou des reconduites à la frontière), il convient de **demandeur une confirmation de lecture**.

Pour des raisons techniques, un courriel ne peut excéder la taille 4,9 mo.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.